

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

REMISE DE LA MÉDAILLE D'OR 2017

Laudatio du récipiendaire par Pat Cox, prononcée à Lausanne, le jeudi 4 mai 2017

Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir de vous accueillir cet après-midi, au nom de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, pour cette cérémonie de remise de prix et vous remercie de votre présence.

De par la longue amitié qui unissait le professeur Henri Rieben et Jean Monnet, nous avons la chance, le privilège et la responsabilité de préserver les archives personnelles de Jean Monnet. Ainsi, notre fondation fait partie du patrimoine européen, elle est un lieu pour la collaboration et la recherche scientifique et une plateforme de rencontre pour partager des idées.

Ce patrimoine vivant s'exprime par la remise de la Médaille d'or de la Fondation à des personnalités éminentes, dont la contribution à la construction de l'Europe inspire, de par leur vision, leurs valeurs et leur pouvoir mobilisateur.

Face à des enjeux politiques européens complexes, ces qualités se sont rarement manifestées aussi audacieusement en une seule personne, et en une seule déclaration, que lorsque notre prestigieux lauréat de ce jour, Mario Draghi, a annoncé lors d'une conférence à Londres, le 26 juillet 2012 : « **Dans le cadre de notre mandat, la BCE est prête à faire tout ce qu'il faudra pour préserver l'euro** », avant d'ajouter : « **Et croyez-moi, ce sera suffisant** ».

L'effet d'annonce de cette seule déclaration, avant même que sa perspective de politique accommodante ne soit pleinement appliquée, a été si immédiat et spectaculaire qu'il a réduit l'écart entre les prix des obligations qui menaçait alors de diviser la zone euro affaiblie. Il a permis de stabiliser les marchés et de gagner du temps à un moment crucial.

À ce moment-là, sous la direction du nouveau président, les taux d'intérêt tels que définis par la BCE sont ramenés à zéro après avoir connu des hausses inconsidérées au cours de l'année 2011.

Lors de son accession à la présidence de la Banque centrale européenne quelques mois plus tôt, en novembre 2011, Mario Draghi se retrouve confronté à un défi sans précédent. Les spéculations sur la survie de la monnaie unique avançaient à un rythme effréné dans les analyses de marché, les commentaires des médias et dans l'inquiétude de la classe politique. Lorsque les banques européennes ont rencontré de premières difficultés à accéder aux liquidités en devises étrangères, notamment le dollar américain, la BCE, la Réserve fédérale américaine, les banques centrales du Canada, du Japon et d'Angleterre et la Banque nationale suisse ont, dans une action coordonnée le 30 novembre 2011, conclu un swap de grande envergure en dollars pour éviter une crise.

À l'époque, Radek Sikorski, alors ministre des Affaires étrangères de la Pologne, a su capter le sentiment général lors d'un discours prononcé à Berlin, vers la fin de la première présidence polonaise du Conseil de l'UE, en indiquant : « **Et je demande à l'Allemagne, dans son intérêt et dans le nôtre, de l'aider [l'euro] à survivre et à prospérer. Vous savez parfaitement que personne d'autre ne peut le faire. Je serai probablement le premier ministre polonais des Affaires étrangères de l'histoire à le dire, mais c'est ainsi : je crains moins la puissance de l'Allemagne que je ne commence à redouter son inaction. Vous êtes devenus la nation indispensable de l'Europe.** »

Il est facile d'oublier toute la tension et la gravité de cette période. Nous savons aujourd'hui qu'à titre de précaution certains gouvernements de la zone euro avaient, à l'époque, étudié secrètement des plans d'urgence pour une éventuelle réintroduction de leur monnaie nationale.

Il faut reconnaître que, dès le début de son mandat, face à cette incertitude chronique, Mario Draghi a agi avec une impartialité, une clarté et une détermination certaines, avec les moyens à sa disposition.

Toutefois, contenir la crise n'est pas la résoudre. Les craintes croissantes de la déflation ont mené la BCE en territoire inconnu à compter du mois de juin 2014, avec des taux de dépôt

devenus négatifs, et qui le resteront, accompagnés par un assouplissement quantitatif sans précédent. « **Nous sommes déterminés à maintenir un haut niveau d'accompagnement monétaire et à intervenir rapidement s'il le faut** », a signalé le Président Draghi en avril de cette même année.

L'application de toute la panoplie d'instruments monétaires non conventionnels a attendu une décision préjudicielle favorable de la Cour de justice de l'UE en janvier 2015, suivant un renvoi par la Cour fédérale de justice allemande. Cela avait remis en question la compatibilité juridique des opérations monétaires sur titres de la BCE avec les traités de l'UE. Ces opérations avaient été annoncées par son Conseil des gouverneurs en août 2012 et concernaient des transactions réalisées sur les marchés secondaires des obligations souveraines. Libre d'agir, Mario Draghi a alors saisi l'occasion.

Si l'entrée dans cette période d'activisme monétaire s'est avérée controversée, la considération actuelle d'une stratégie de sortie future et de son moment propice ne l'est pas moins. L'Allemagne était, et, est restée la principale voix d'opposition à la BCE en matière de politique. Mais il faut reconnaître que l'Allemagne n'a pas compromis l'indépendance de la BCE, en dépit de ses critiques incisives tant sur le plan politique qu'institutionnel.

De leur côté, la BCE et Mario Draghi ont toujours soutenu fermement que la politique est fondée sur les faits, qu'elle s'attache à l'objectif d'inflation de la BCE conformément aux traités et que, dans l'ensemble, elle s'appuie sur l'intérêt général de la zone euro, bien qu'elle soit vivement contestée par certains.

Cette position a servi à souligner et confirmer que la BCE dirigée par Mario Draghi exerce sa mission sans crainte ni favoritisme, pour le bien commun. Naturellement, le président n'agit pas en solitaire. Il se consulte avec le Directoire et le Conseil des gouverneurs de la BCE, mais le ton donné au sommet de l'institution, empreint de conviction et de courage, a représenté un élément indispensable.

L'Union économique et monétaire est toujours en construction comme en témoigne le Rapport des cinq présidents, dont la plupart des recommandations restent à réaliser. Puisque l'UE envisage une vie après le Brexit, Mario Draghi continuera de jouer un rôle essentiel jusqu'à la fin de son mandat. Comme il l'a observé : « **si elle est résiliente, notre**

union n'en demeure pas moins incomplète ». Mais il a parallèlement rappelé aux voix critiques que le capital politique investi dans la préservation de la monnaie unique ne doit pas être sous-estimé.

C'est tout naturellement que la Fondation Jean Monnet pour l'Europe a nommé Mario Draghi lauréat de la Médaille d'or cette année. L'homme et ses actes en tant que Président de la Banque centrale européenne ont incarné la vision, les valeurs et les méthodes de Jean Monnet et rappellent les paroles de Monnet lui-même : « **Les hommes sont nécessaires au changement, les institutions pour faire vivre le changement** ».

C'est par sa détermination à se concentrer sur l'essentiel, sa foi en la capacité de l'action immédiate à apporter des changements réels, sa quête de l'intérêt général et le service de cet intérêt par le biais d'une institution européenne commune, son ambition et son pragmatisme, que Mario Draghi s'impose en digne lauréat, dans la lignée même de Jean Monnet.

Être prêt à faire tout le nécessaire pour préserver l'œuvre collective des Européens au cours des 60 dernières années est un message qui reflète et définit ce grand Européen. Dans ce monde en mutation, c'est un message que devraient suivre tous ceux qui ont été élus, choisis et qui se sont vus confier la responsabilité de diriger.

Je vous remercie de votre attention.

Avec la citation suivante :

Personnalité européenne majeure qui, à la tête de son institution et avec vision et pragmatisme, a œuvré à la préservation et au développement des acquis de la construction européenne dans une période particulièrement difficile.

J'invite Mario Draghi, Président de la Banque centrale européenne, à me rejoindre pour recevoir la Médaille d'or de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.